

Brochure n° 3138

Convention collective nationale

IDCC : 184. – **IMPRIMERIES DE LABEUR
ET INDUSTRIES GRAPHIQUES**

■ *Journal officiel* du 1^{er} janvier 2010

**Arrêté du 23 décembre 2009 portant extension d'accords conclus
dans le cadre de la convention collective nationale de travail du
personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques
(n° 184)**

NOR : MTST0930699A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 22 novembre 1956 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 9 avril 2009, portant extension de la convention collective nationale
de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques
du 29 mai 1956 et des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'accord du 5 février 2009 modifiant les statuts et règlements de la
CARPILIG-P conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 16 juin 2009 portant sur la désignation de la CARPILIG-
Prévoyance pour la gestion des risques conclu dans le cadre de la convention
collective susvisée ;

Vu les demandes d'extension présentées par les organisations signataires ;

Vu les avis publiés au *Journal officiel* du 13 mai 2009 et du
13 août 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
15 décembre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective nationale de travail du personnel des imprimeries de labeur et des industries graphiques, tel que modifié par les accords du 4 mars 1993, du 9 septembre 1993 et du 12 décembre 1996, les dispositions de :

- l'accord du 5 février 2009 modifiant les statuts et règlements de la CARPILIG-P conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, à l'exclusion :
- de la phrase « La durée d'indemnisation maximum sera égale à 1/3 de leurs droits à allocation chômage sans pouvoir être inférieure à 3 mois. » figurant à l'article 2 comme étant contraire aux dispositions de l'avenant n° 3 du 18 mai 2009 étendu par arrêté du 7 octobre 2009, qui prévoient un maintien des droits pour une durée égale à la durée du dernier contrat de travail appréciée en mois entiers, dans la limite de neuf mois couverture ;
- de la phrase « Ce maintien de droit n'est valable que pour la période durant laquelle l'intéressé est au chômage, pour une durée maximum égale à 1/3 de la durée du droit d'indemnisation chômage sans pouvoir être inférieure à 3 mois. » figurant à l'article 9 du règlement comme étant contraire aux dispositions de l'avenant n° 3 du 18 mai 2009 étendu par arrêté du 7 octobre 2009, qui prévoient un maintien des droits pour une durée égale à la durée du dernier contrat de travail appréciée en mois entiers, dans la limite de neuf mois couverture ;
- de l'article 3 et l'annexe comme étant contraires aux dispositions de l'article L. 2221-1 du code du travail ;
- l'accord du 16 juin 2009 portant sur la désignation de la CARPILIG-Prévoyance pour la gestion des risques conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 23 décembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Les textes susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicules conventions collectives n° 2009/15 et n° 2009/31, disponibles à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix unitaire de 8,20 €.